

Contribution à l'enquête publique relative à l'extension d'activité de la carrière VICAT de Montagnole

A titre liminaire, je pense que la durée et les modalités de consultation des citoyens pendant cette enquête publique sont insuffisants. L'enquête ne dure qu'1 mois au cours duquel seules 5 permanences ont été proposées en mairie, dont 2 seulement accessibles pour la plupart des personnes actives. En outre, compte tenu de l'impact de cette activité pour les 30 prochaines années, **des réunions d'informations** des citoyens de Montagnole, Jacob-Bellecombette, Cognin et Chambéry **auraient dû être organisées par les services de l'Etat et la société VICAT**. Cette opacité nuit au bon fonctionnement démocratique nécessaire à l'autorisation d'un projet d'une telle ampleur.

De manière globale, ce projet d'extension de la carrière de Montagnole ne peut que susciter des inquiétudes pour les habitants des alentours au regard **des risques sanitaires et de pollution** qu'il engendre. Ce projet de carrière est situé d'une part à la limite d'une zone urbaine dense dans la CA de Grand Chambéry et d'autre part, en bordure d'une zone naturelle et montagnaise fragile, le massif de la Chartreuse. Il constitue donc **une double-aberration** au regard des attentes des citoyens aujourd'hui : vivre dans un environnement plus sain et préserver la nature qui nous entoure !

L'exploitation de la carrière est source **de poussières, de bruits, de pollutions** dues aux engins de chantier et aux camions de transport (CO2, particules fines,...). Il existe aussi des risques de pollution du sous-sol et du ruisseau du Pontet qui alimente l'Hyère et de l'Hyère elle-même qui jouxte le site de la Reveriaz. **Ces risques n'apparaissent pas suffisamment pris en compte** dans le dossier d'étude de la société VICAT. La multiplication de l'activité de la société VICAT par 4 ou 5 va nécessairement augmenter les rejets de toute nature ce que semble négliger la société.

Les rotations des camions de transport de granulats entre Montagnole et le site de la Reveriaz génère déjà des nuisances et des risques importants qui ne feraient que s'accroître en cas d'augmentation d'activité. Les camions dégradent les routes départementales empruntées : la D6 et la D7 ont fait l'objet de travaux récents de réfection nécessités par ce trafic routier. Les virages de la D912 sont fortement abimés à proximité de la sortie de la carrière et doivent être rapidement réparés afin d'éviter des accidents. l'étude de VICAT analyse l'incidence du trafic de ces camions à l'échelle de l'agglomération ,ce qui n'est pas du tout pertinent au regard du trafic routier global. Ce dont il serait important de disposer c'est d'une étude qui relève la proportion des camions VICAT sur la D6 par rapport au trafic routier de cette seule portion de route et l'impact sur la qualité de l'air pour les riverains du secteur.

Sur leur trajet, les **camions passent à proximité de 3 écoles** (Jacob-Bellecombette, Haut-Maché Chambéry et St-Jean Bosco Chambéry) et empruntent le parcours de 2 lignes de bus scolaire (Synchrobus 16 et 19 pour les collèges de Cognin et Jules Ferry). Toute augmentation du trafic de camion augmente les risques pour les familles qui se rendent à ces établissements scolaires. Le trafic doit être interdit avant 8h30, au moment de la pause méridienne et à partir de 16h20.

Ils génèrent la pollution habituelle liée au trafic routier mais sèment aussi sur leur passage des poussières de granulats. A ce titre, si les camions circulent bâchés depuis quelques semaines, c'est-à-dire depuis le début de cette enquête publique, cela n'était pas le cas ces 3 dernières années comme j'ai pu le constater régulièrement puisque j'emprunte le même trajet que les camions pour me rendre à mon travail.

L'augmentation du volume de granulats extrait va **défigurer définitivement le paysage de la montagne** à proximité du sommet de la Croix de la Coche qui constitue l'extrémité nord du massif de la Chartreuse. Cet impact irréversible sur le patrimoine naturel et visuel des montagnols est intolérable et totalement anachronique par rapport aux aspirations de la société actuelle. Il ne devrait même pas être envisagé **dans l'enceinte du Parc Naturel Régional de la Chartreuse**.

Compte tenu des incidences et des risques précités, l'activité de la carrière devrait donc rester limitée à son volume actuel.

A défaut, toute augmentation d'activité doit être conditionnée à la mise en service du **convoyeur souterrain** évoqué par la société VICAT. Le trafic routier des camions, même si il reste à son niveau actuel doit faire l'objet d'un encadrement plus contraignant **et de contrôles réguliers** (poids transporté, bâchage des camions). Dans l'idéal, compte tenu des risques relevés, ces rotations devraient être définitivement stoppées.

Par ailleurs, les engins d'exploitation, de concassage doivent **respecter les dernières normes en vigueur** afin de réduire au plus les nuisances pour les montagnols.

L'étude de VICAT manque d'informations et de précisions sur l'éventuel accroissement d'activité. Un **calendrier plus précis et cohérent avec la mise en service du convoyeur souterrain doit être rendu public** avant toute autorisation préfectorale.

Au regard des risques de pollution sur le Ruisseau du Pontet et l'Hyère qui est un affluent majeur du Lac du Bourget, **le CISALB** (Communauté intercommunale pour l'assainissement du lac du bourget) **devrait être saisi pour avis sur l'autorisation d'activité de la carrière VICAT**.

L'activité de la carrière doit faire l'objet **d'analyses et d'études publiques approfondies sur la nature des poussières** dégagées par l'exploitation (particules fines, présence de silice, ...) ainsi que sur **les taux de pollution** générée par les engins de chantiers et les camions de transport. Une station de mesure de la qualité de l'air doit être installée à Montagnole et ses résultats communiqués régulièrement aux habitants

Compte tenu de tous ces risques et nuisances, la société VICAT doit faire preuve d'une transparence totale et compenser financièrement son impact environnemental au profit de la commune de Montagnole et de ses habitants : subvention pour la réalisation d'aménagement publics (terrain de jeux, équipement sportif, ...) aides aux associations,

En tout état de cause, des citoyens représentatifs des communes impactées par cette carrière doivent être associés régulièrement au comité de suivi existant mais insuffisamment informé (conseils municipaux, associations, ...). Si le permis d'exploitation doit être fixé pour 30 ans, il doit faire l'objet de clauses de revoyure tous les 10 ans pour en évaluer l'impact.

En conclusion, j'ai donc un avis **défavorable à l'extension de l'activité de cette carrière**.

